



Pierre Huet (1913-1942)

Fusillé au Mont-Valérien pour espionnage

Mort pour la France



2^e édition

Sommaire

Une enfance préservée des affres de la Première Guerre mondiale : p 5.

Une jeunesse saumuroise écourtée par la Seconde Guerre mondiale : page 8.

Un parcours de résistant précoce, isolé et écourté : p 11.

La décapitation du réseau Georges-France : p 18.

Une justice nazie impitoyable : p 21.

Vers le peloton d'exécution : p 23.

Après la mort, le temps de la reconnaissance : p 26.

Epilogue : p 29.

Crédit photos

Page 1 : Les fusillés (mont-valerie.fr).

Page 10 : Mariage de Pierre Huet et Yvonne Dufour (Archives Jacques Roucher).

Page 11 : L'Echo du Saumurois, 2 septembre 1940 (Archives municipales de Saumur).

Page 15 : Soldats allemands, dans une rue de Saumur, examinant un char B1 que les Français ont laissé derrière eux dans leur fuite, juin 1940 (source <https://www.panzer-bau.de/dioramen-1-35/fahrzeugdioramen-edw-1-35/die-br%C3%BCcke-von-saumur/>)

P 26 : *Certificat of service. Marechal Montgomery* (Archives Jacques Roucher).

Préambule

Depuis 1887, l'association nationale reconnue d'utilité publique *Le Souvenir Français* et ses 1551 comités locaux, veillent à l'entretien des sépultures des Morts pour la France. Depuis plus 130 ans en Maine-et-Loire, avec elle, plusieurs générations de Français perpétuent leur souvenir.

C'est dans le cadre de cette mission, que *Le Souvenir Français* a reconstruit, en 2025, la tombe d'un résistant saumurois dont la mémoire s'est effacée avec le temps.

Pierre Huet était un ouvrier qui dès 1941, à Saumur, s'engagea dans un réseau de renseignement au profit des Britanniques. Dénoncé, l'ensemble du réseau de résistants fût arrêté par les Allemands. Le tribunal militaire allemand le condamna pour espionnage. Le 27 novembre 1942, Pierre Huet fut exécuté au Mont-Valérien. Il avait 29 ans.

Pierre Huet était un citoyen, avec une conscience politique, choisissant librement, de manière isolée et désintéressée, de contribuer aux premiers actes de la Résistance française. Pour ces raisons, il est un exemple remarquablement actuel et républicain, des valeurs d'engagement et de dépassement au service de l'intérêt général.

Avec les habitants du Saumurois, *Le Souvenir Français*, veille à ce qu'ils y reposent éternellement et dans la dignité.

« À nous le souvenir, à eux l'immortalité¹ »

Benoît Roux

Délégué général du Souvenir Français pour le Maine-et-Loire.

Docteur en histoire contemporaine de l'Université de Nantes.

¹ Devise de l'association Le Souvenir Français (le-souvenir-francais.fr/).

Pierre Huet (1913-1942), 29 ans

Vendredi 27 novembre 1942. Depuis quelques jours, un froid précoce s'est abattu sur tout le pays. À Paris, sur la Côte d'Azur, dans toute la France, le gel est partout².

À Suresnes, en contrebas de la forteresse du Mont-Valérien, une salve de fusils allemands déchire le silence du petit bois engourdi par le froid glacial. Les corps de trois hommes se tordent et glissent le long de leurs poteaux d'exécution. Déjà, leur sang s'écoule. Le résistant de Saumur, Pierre Huet, n'est plus que cette dépouille que des soldats détachent.

Il avait 29 ans. Il était marié et n'avait pas d'enfant. À cet instant, il devient un de ces nombreux héros de la Résistance française.

Mais qui était-il ? Comment s'était-il retrouvé ainsi face à la rangée de ses bourreaux ? Et pourquoi, jusqu'à aujourd'hui, n'a-t-il pas figuré dans le panthéon de la ville de Saumur et de l'Anjou ?

Les débuts de l'histoire de Pierre Huet sont ceux d'un enfant puis d'un jeune homme heureux. Et ce, malgré les circonstances de la Première Guerre mondiale puis la montée des périls qui conduiront à la Seconde.

Une enfance préservée des affres de la Première Guerre mondiale.

Lorsque naît Pierre Huet, le lundi 7 juillet 1913, à Saint-Hilaire-Saint-Florent, près de Saumur, personne ne peut imaginer que la guerre surviendra l'année suivante. Saumur vit sa *Belle époque*. Dans *Le Petit Courrier* du matin sont annoncées la fête champêtre

² Chronique météo de l'année 1942 [en ligne] <https://www.meteo-paris.com/chronique/annee/1942>

du dimanche dans le parc du château, puis les attractions de la fête communale animée la semaine suivante³.

Dans la petite maison familiale du 3 rue Haute, adossée aux chais de la *Veuve Amiot* qui y loge ses employés, Joseph, son père, est caviste⁴. Sa mère, Marie-Louise Boucher est chapeletière, une petite industrie locale de fabrication de médailles et chapelets⁵ qui a connu quelques années plus tôt une des rares grèves ouvrières de la région⁶. Pierre est le plus jeune de la famille qui compte déjà trois frères et une sœur⁷.

Ses tout premiers pas, il les fait loin des yeux de son père, mais sans l'angoisse qui étirent les jeunes familles. La Grande guerre épargne la famille Huet.

³ Archives départementales de Maine-et-Loire.

⁴ Joseph Marie Huet est originaire de Chateaubriant (Loire-Atlantique), où il est né le 1^{er} juin 1874, ses parents, un meunier natif de Derval et une couturière native de Martigné-Ferchaud (Toussaint Huet et Cécile Fleuret) ont, peut-être donné à contre-cœur leur consentement devant notaire, au mariage de leur fils de 22 ans avec la toute jeune Marie Louise Boucher alors âgée de 16 ans. Il est décédé à Saumur le 20 février 1956 (Acte de mariage. Archives départementales de Loire-Atlantique) après 25 années de veuvage. Son épouse étant décédée à l'âge de 50 ans, à Saint-Hilaire-Saint-Florent, le 20 mai 1931.

⁵ Le secteur d'activité est prospère depuis le 17^e siècle, On dénombre à cette époque 1 500 artisans dans le Saumurois (*Sous-préfecture de Saumur, deux siècles d'histoire*. 2024, texte de l'exposition éponyme [Sous-préfecture de Saumur]. Principal facteur de succès : le pèlerinage à Notre-Dame-des-Ardilliers, à Saumur, et l'offre d'objets religieux attendue par les nombreux pèlerins.

⁶ « Dans une grève des chapeletiers, à Saumur, [...] un accord s'est établi : les ouvriers obtiennent la suppression de la retenue pour l'éclairage [...] et la fourniture gratuite de l'outillage. Ils ont renoncé à réclamer pour l'ouvrier, en cas de malfaçons, le droit de retrier son travail » Ministère du travail et de la prévoyance sociale. Bulletin de l'Office du travail, année 1907 [en ligne : https://sante.gouv.fr/fichiers/numerisations2/BOT_TOME14_1907.PDF].

⁷ Joseph, l'ainé (1898-1966), employé de chemin de fer qui décède à Nantes à l'âge de 67 ans ; Lucien (1900-) ; Georges (1905-1986) décédé à La Rochelle à l'âge de 80 ans ; Suzanne (1908-1997), décédé à Saumur à l'âge de 89 ans. (Généalogie de Pierre Huet par Francis Caillaud, *Geneanet [en ligne]* <https://gw.geneanet.org/francis0617?lang=fr&pz=francis+yves&nz=caillaud&p=pierre+charles&n=huet>

Le 1^{er} août 1914, le tocsin de l'église Saint-Barthélémy sonne la mobilisation générale, et les hommes de 38 ans et moins rejoignent leurs affectations. Le père de Pierre, Joseph, a fêté ses 39 ans le mois dernier. Aurait-il eu un an de moins, il aurait tout autant douté de devoir revêtir l'uniforme : 20 ans plus tôt, il avait été exempté du service national⁸.

Sur le front, les premiers mois de la guerre sont effroyables et engloutissent les hommes en grand nombre. À la Toussaint 1914, la guerre de mouvement qui s'achève a déjà fait plus du quart des tués que déplore la France au cours du conflit. Les soldats plus âgés sont donc rappelés à leur tour pour compléter les troupes décimées. Pour Joseph, ce qui semblait inenvisageable, devient une réalité. Bien qu'il n'ait reçu aucune instruction militaire, le 11 décembre, il est déclaré apte au service.

En cette fin d'année 1914, huit familles de Saint-Hilaire-Saint-Florent ont déjà appris la mort d'un fils. Pierre Huet est trop petit pour percevoir, ni la détresse de sa mère craignant de perdre son mari, ni l'apaisement qui la gagnera ensuite en le sachant loin des combats.

Joseph, en effet, ne connaît pas la vie et le danger des tranchées. Il est affecté dans les services auxiliaires, ceux des services administratifs, techniques ou agricoles. Durant 18 mois, il travaille à l'arrière du front. À partir du 22 mai 1917, il est détaché comme agriculteur auprès de la préfecture de Maine-et-Loire tout en étant maintenu sous les drapeaux.

La peur ne quitte pas par la famille pour autant : le mois précédent, le fils aîné, Joseph-Ferdinand, a été appelé à rejoindre la marine, à seulement 19 ans. Quinze années séparent le grand-

⁸ Il est déclaré inapte en raison du mauvais état de sa dentition (Fiche matricule 1846, registre matricule classe 1894, bureau de recrutement d'Ancenis [en ligne] Archives départementales de Loire-Atlantique).

frère et le petit Pierre âgé de seulement 4 ans. Et une fois encore, le sentiment d'apaisement gagne à nouveau la famille : après trois mois d'embarquement sur un croiseur, Joseph-Ferdinand, dès décembre 1917, ne connaît plus que la sécurité des bases navales⁹.

C'est ainsi que, la guerre achevée, Pierre Huet ne grandit pas, comme nombre de ses camarades, dans l'ombre d'un héros, ni meurtri par la disparition ou la blessure d'un père. Au cours des années 20, il s'épanouit dans son village des bords de Loire, à la prospérité retrouvée.

Une jeunesse saumuroise écourtée par la Seconde Guerre mondiale.

Arrivé à l'âge adulte, en 1933, il est convoqué devant le bureau de recrutement militaire. Il a 20 ans, il est d'une taille moyenne, ses cheveux sont châains et ses yeux roux¹⁰. Son adolescence s'est achevée huit ans plus tôt avec le décès de sa mère, en 1925. Elle n'avait que 50 ans. Pierre et son père vivent dans une petite maison de tuffeau, toujours à Saint-Hilaire-Saint-Florent, au 25 Rue Théophile-Vaugouin.

L'Armée l'affecte au 5^e régiment du génie qu'il rejoint l'année suivante à Versailles¹¹. Le régiment est spécialisé dans les travaux d'infrastructure de chemins de fer et de pont. Serrurier et mécanicien, il y apprend sans doute le métier qu'il exerce

⁹ Joseph Ferdinand Huet. Fiche matricule 1942, registre de la classe 1918, bureau de recrutement de Cholet (Archives départementales de Maine-et-Loire [en ligne].).

¹⁰ Fiche matricule 2135 de Pierre Charles Huet, registre de la classe 1933, bureau de recrutement d'Angers (Archives départementales de Maine-et-Loire).

¹¹ Service militaire d'un an au 5^e régiment du génie du 20 octobre 1934 (21 ans) au 15 octobre 1935. Il termine avec le grade de 1^{er} sapeur et un certificat de bonne conduite.

ultérieurement, celui de soudeur. Nous sommes en 1934-1935, il découvre Paris à la faveur de ses quartiers libres et permissions.

Mais le cœur de Pierre Huet demeure saumurois. À son retour, il s'installe quelque temps à Angers – une brève parenthèse – puis il rejoint Saumur où, en 1935, il loue une chambre au pied des remparts du château, 78 rue Jean-Jaurès.

En 1936, débutent ainsi les trop courtes années d'un jeune Saumurois découvrant tout à la fois la vie professionnelle, l'action politique et la vie sentimentale.

Il est embauché dans une entreprise mécanisée et moderne, emblématique du Saumurois viticole : les *Établissements Sainte-Marie-Dupé*. L'entreprise fabrique les indispensables capsules des vins effervescents et des couvercles de bocaux. Elle est l'une des plus importantes usines de Saumur et poursuit au Pont-Fouchard l'activité de la *Capsulerie métallique de la Loire*. Il y est apprécié de ses collègues et de la direction.

Il fait le choix de la politique. Dans cette France du Front populaire et des premiers congés, Pierre rejoint les rangs du Parti communiste Français. En Anjou, avec 2 % des suffrages en 1936, la formation politique n'a pas encore l'audience qu'elle aura à la Libération¹². Selon les auteurs de *Les Angevins en résistance*¹³, en 1938 ils sont 246 adhérents et 790 sympathisants, dans le département, en 1941, une cinquantaine à Saumur parmi lesquels Pierre Huet. Les cinq années qui séparent la fin de son service militaire du début de la guerre sont pour lui, celles de l'éveil politique. Ses camarades s'en souviendront à la Libération en donnant son nom à une cellule de la section de Saumur.

¹² 10 % des suffrages aux législatives de 1945 et l'élection du seul député communiste de l'histoire angevine, Georges Morand (1900-1977).

¹³ Marc Bergère, Pascal Tellier, Serge Guillet. *Les Angevins en résistance*. Ed : Archives départementales de Maine-et-Loire, 2016. 221 p.

Cependant, nous le verrons, ce n'est pas au titre du Parti communiste Français qu'il agira comme résistant.

L'amour prend la forme d'une jeune vendeuse de 19 ans, Yvonne Dufour. Elle est la fille d'un survivant de la Première Guerre mondiale, cordonnier devenu fabricant de colliers¹⁴, et d'une



bijoutière. Elle réside sur le trajet qui mène Pierre à son travail, rue Fardeau¹⁵. Pierre a 24 ans. Ils se rencontrent au cours d'un bal et se marient le 6 décembre 1937 à Saumur. Les temps sont heureux pour ces amoureux qui arpentent à vélo les chemins de la vallée. Le jeune couple s'installe l'année suivante dans un appartement d'un immeuble plutôt cossu, au 30 rue de Lorraine, à la veille de Noël, le 17 décembre 1938.

Huit mois plus tard, le ciel de l'Europe s'assombrit sur le jeune couple. Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne.

Le 2 septembre, Pierre Huet est mobilisé et rejoint Versailles et son dépôt du génie n°5. Le 3, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne. *L'Echo du Saumurois* paraît pour la dernière fois « en raison de la Mobilisation générale qui

¹⁴ Georges Dufour, né le 29 juin 1884, s'était engagé volontairement dans l'armée en 1902, à seulement 18 ans. Mobilisé à l'âge de 30 ans, le 22 février 1915, au 169^e régiment d'infanterie (169^e RI), il est blessé par éclat d'obus, un mois avant l'Armistice, dans les Ardennes, à Saint-Quentin-le-Petit, lors d'une des dernières batailles qui provoquèrent la défaite des Allemands, l'Offensive de l'Aisne. Il rejoint sa famille à Saumur, le 4 mars 1919. (Fiche matricule 1931, registre matricule de la classe 1904, bureau de recrutement d'Angers (Archives départementales de Maine-et-Loire [en ligne])).

¹⁵ Née à Saumur, le 7 novembre 1918, quatre jours avant l'Armistice. Fille de Georges Dufour, 34 ans en 1917, et d'Émilienne Marin, 31 ans cette même année. (Acte de naissance d'Yvonne Dufour. Archives communales de Saumur).

désorganises complètement nos ateliers en y puisant les meilleurs éléments [...]»¹⁶.

Dans les premiers temps, la *Drôle de guerre* mérite bien son nom. Le soldat Pierre Huet reste éloigné de la zone de défense française. Ce n'est qu'à la Toussaint suivante, qu'il rejoint la zone dite *des armées*,

où durant sept mois il est affecté dans une compagnie de construction des voies ferrées, la 551^e.



Lorsque le 10 mai 1940, les troupes allemandes lancent leur offensive à l'ouest de l'Europe, Pierre Huet est dans le nord-est de la France et ne participe pas au combat. Il œuvre à la restauration des infrastructures bombardées par la Wehrmacht et la Luftwaffe... puis à leur destruction pour ralentir la progression allemande. Et comme le reste des unités françaises qui échappent à la capture, Pierre et ses frères d'armes reculent. Le 25 juin, jour de la fin des combats, il est dans la zone dite libre. Le 28 juillet suivant, il est réaffecté à la construction de voies en Lot-et-Garonne¹⁷. Le 5 août 1940, démobilisé de l'armée, il retourne à Saumur.

Un parcours de résistant précoce, isolé et écourté.

Dans quel état d'esprit Pierre Huet reprend-il alors sa vie d'avant ? Il a 27 ans, il a échappé au sort des millions de prisonniers de

¹⁶ *L'Echo du Saumurois*, 95^e année, n° 70, 2 septembre 1939 (Archives municipales de Saumur [en ligne]).

¹⁷ Position militaire décrite dans sa fiche matricule (op. cité) : 28/07/1940 affecté à la compagnie de construction des voies n°548 ou 5481 ; 06/08/1940 : démobilisé par le centre de démobilisation d'Astaffort, Lot-et-Garonne.

guerre. Comme au cours de la Première Guerre mondiale, sa famille n'a pas eu à souffrir de la voir rentrer mutilé ou d'apprendre sa mort. Quels sont donc les ressentiments ou les convictions qui vont le conduire rapidement à s'engager dans la Résistance dès ses débuts ? Dans quelles conditions et par qui ?

Deux certitudes l'emportent : l'engagement de Pierre Huet dans la Résistance est précoce et il appartient au réseau *Georges-France* qui œuvre au profit des Britanniques.

La précocité est celle que Pierre Huet démontre en rejoignant la Résistance, moins d'un an après sa démobilisation, en juin 1941¹⁸. Environ 150 Angevins seulement l'ont précédé¹⁹. Une précocité et un engagement d'autant plus exceptionnels, que les résistants angevins furent peu nombreux au cours de la guerre. Le département de Maine-et-Loire ne dispose pas, comme l'a écrit l'historien Marc Bergère, « *d'une forte et véritable identité résistante. Les rapports des préfets à la Libération [ont souligné] largement ce fait* »²⁰. L'étude de la délivrance des cartes de Combattants volontaire de la Résistance (CVR) réalisée par l'historien Serge Barcellini (président général du Souvenir Français) en a livré une démonstration : le Maine-et-Loire n'est que le 87^e des 90 départements français, lorsque l'on considère la part de sa population ayant reçu ces cartes (0,21% pour une moyenne nationale de 0,66 %) ²¹. Pour l'ensemble des quatre

¹⁸ Selon le dictionnaire biographique des victimes de la répression nazie, *Le Maitron*¹⁸ reprenant notamment les travaux de l'historienne Claire Cameron (Claire Cameron (sous la dir.), *Résistance, Répression et Mémoire*, en coédition avec la DMPA, ministère de la Défense.)

¹⁹ D'après le tableau chronologique « *Mois d'entrée dans la Résistance* » in *Des Angevins en résistance*, opus cité.

²⁰ *Des Angevins en résistance*, opus cité.

²¹ *Des Angevins en résistance*, opus cité.

années de guerre, Saumur en dénombre un peu plus d'une centaine²².

Le réseau que Pierre Huet rejoint a certainement, pour lui, des contours extrêmement imprécis et un seul visage : l'officier traitant qui l'a recruté et lui confie des missions. Ce réseau *Georges-France* est l'un des 268 homologués après la guerre parmi les Forces françaises combattantes²³. Il travaille au profit du Royaume-Uni.

Il aurait sans doute été impossible d'aller au-delà de ses deux affirmations sans la découverte d'un document remarquable par l'historien Guillaume Pollack²⁴. Il apporte un éclairage exceptionnel sur le parcours de Pierre Huet et des membres de son réseau qui, comme lui, seront arrêtés. Dans la transcription française originale d'un de ces documents allemands, en 106 pages, le président allemand du Conseil de Guerre aux Armées de Paris justifie les relaxes et les condamnations prononcées le 12 novembre 1942 à leur encontre. Un autre document de 18 pages constitue une sorte d'appel des condamnations par celles et ceux formulant un recours en grâce. L'ensemble est la somme des aveux des résistants, des recoupements des enquêteurs et des analyses du magistrat.

²² D'après la carte « Implantation des Résistants dans le Maine-et-Loire », in *Des Angevins en résistance*, opus cité.

²³ Le nombre effectif était sans doute plus important, mais la Commission nationale d'homologation de retint pas toutes les organisations dont l'existence était réelle et dont les agents ne furent pas reconnus (Joël Droglond, 12 juillet 2022, commentaire de l'ouvrage *L'Armée du silence*, cf. infra).

²⁴ L'historien Guillaume Pollack est professeur agrégé et docteur en histoire contemporaine. Il conduit ses recherches dans le cadre de l'Université Paris-Est-Créteil et dans celle de Paris-1-Panthéon-Sorbonne où il a soutenu sa thèse de doctorat. Il est, entre autres, l'auteur de *L'Armée du silence. Histoire des réseaux de résistance en France 1940-1945*. Paris : Taillandier, 2022. 544 p.

La cible ? Le réseau français dénommé *Georges-France*. Fondé dès 1940, par deux Français, une femme, Alice Gorge (1902-1989)²⁵ et un homme, Robert Paloc (1898-1945), il travaille au profit du Royaume-Uni. La première survivra à la guerre, le second mourra dans un camp de concentration.

En effet, aussitôt la France défaite en juin 1940, le *Secret intelligence service* britannique (MI6) infiltre le pays en implantant des réseaux ou en s'appuyant sur ceux déjà existants. Le réseau *Georges-France* a pour vocation de le renseigner sur l'activité des troupes allemandes et notamment celles des ports de France. Le réseau recrute dans les ports de Bordeaux, Dunkerque, Lille et Marseille. Il organise aussi dans l'ouest de la France, l'évasion de prisonniers qui n'ont pas encore été envoyés vers leurs lieux de détention en Allemagne et en Autriche. Au début de l'automne, la France dénombre encore 64 *frontstalags* [camps proches du front]. En décembre 1940, 6 000 soldats sont détenus dans celui de Saumur, aménagé dans l'École de cavalerie²⁶.

Le recrutement au sein du réseau est le produit d'opportunités. Il n'est encadré par aucune ligne partisane, sociale ou confessionnelle. Il est composé de « *Français de toutes conditions et venus de tous les horizons* », résume en 1950, le curé de l'église

²⁵ Alice Gorge (épouse Louis dont elle est séparée), née le 20 août 1908 à Wisembach dans le Haut-Rhin, elle décèdera à l'âge de 86 ans, le 23 février 1989 à Cosne-Cours-sur-Loire, dans la Nièvre. (<https://www.francaislibres.net/liste/fiche.php?index=121469>)

²⁶ Sur les 6 000 prisonniers, 2 500 sont des soldats qualifiés alors d'indigènes, c'est-à-dire appartenant à des régiments formés dans les colonies françaises, principalement africaines (Véron Quentin,ss la dir. d'Yves Dénéchère. *Les prisonniers de guerre coloniaux du frontstalag 181 de Saumur (1940-1942*. Mémoire de master Histoire civilisations et patrimoine, Université d'Angers, 2019-2020 [en ligne : <https://dune.univ-angers.fr/system/files/depots/16003593/2020H MHCP12053/12053F.pdf>]

Saint-Nicolas, l'abbé Supiot²⁷, lors des funérailles de Pierre Huet à Saumur.

Celui de Pierre Huet en est une illustration. Au cours de l'été 1941, un an à peine, après sa démobilisation, lors d'une cérémonie de baptême, il fait la connaissance d'un Parisien de 44 ans, Auguste Hugon. Depuis les premiers temps du réseau, celui-ci recrute et traite des agents de renseignements. Quelque temps après, ce dernier demande à Pierre s'il est prêt à lui fournir des renseignements et à établir des rapports. Il n'est pas encore question du destinataire britannique, mais Pierre le découvre rapidement.

Débute alors plusieurs mois de collaboration entre le Saumurois de 28 ans et son officier traitant. Celle-ci est décrite dans le rapport judiciaire allemand sur la foi des aveux de Pierre Huet



et des autres inculpés²⁸. Après une première livraison peu convaincante, le débutant livre, le 8 août 1941, un deuxième rapport plus conséquent. Selon les mots du président du tribunal militaire allemand : *« il décrivait l'arrivée à Saumur de 2 500 soldats [allemands] venant de la région de Nantes qui portaient des pattes d'épaules avec galon bleu à bords rouges »*. Entré en contact avec certains d'entre eux, il les décrit comme *« las de la*

²⁷ Le Sous-Lieutenant Pierre Huet repose à Saumur. *Le Courrier de l'Ouest*, 12 octobre 1950. Archives départementales de Maine-et-Loire.

²⁸ Pages 56 à 59 des motivations du jugement (« attendus »), non daté (19 novembre 1942) ; Tribunal militaire du Grand Paris (Archives nationales, communication de Guillaume Pollack).

guerre » et qualifie le moral de la population civile en Allemagne, comme mauvais.

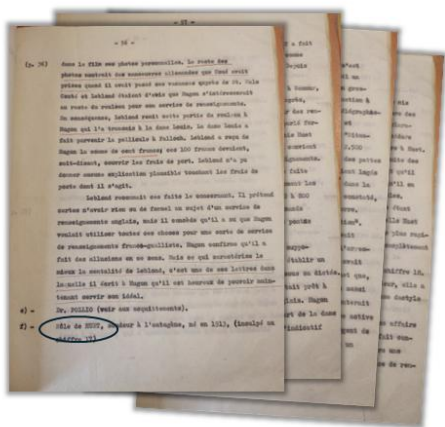
Ce n'est encore qu'un début, et entre Pierre Huet et Auguste Hugon, la collaboration se poursuit ainsi que leur correspondance. Pierre ne se satisfait pas pour autant de ce seul interlocuteur et souhaite s'engager davantage. Dans ces lettres à Auguste Hugon, qu'exploitent les enquêteurs allemands, il évoque incessamment son désir de rencontrer la tête du réseau et d'être « *embauché complètement dans sa nouvelle fonction* ». Ce qu'Auguste Hugon lui laisse espérer²⁹.

C'est sur la base du résumé de ces seuls faits, en 4 pages dactylographiées, que se fonde l'accusation d'espionnage de Pierre Huet. Néanmoins, il est certain que d'autres actions de Pierre au sein du réseau ont échappé aux enquêteurs. Telles que celles qui demeurent dans la mémoire familiale de Georges, l'un

des frères de Pierre, avec l'évocation de l'acheminement de colis et de plans vers la zone libre. Elles sont attestées par la mention d'attribution de la Légion d'honneur qui lui est décernée, après la guerre, à titre posthume³⁰.

Elles rejoignent ce que l'on sait des autres actions

d'Auguste Hugon menées avec ses agents de Saint-Nazaire :



²⁹ Selon l'accusation allemande, Auguste Hugon est cupide et dissimule que lui-même reçoit de l'argent des Britanniques pour financer ses agents. Ce qu'ignore Pierre Huet... et ce qu'il découvrirait en rencontrant Alice Gorge.

³⁰ Cf. infra : *Après la mort, le temps des hommages*.

transmission de renseignements sur les chantiers maritimes de la base de Lorient ; préparatifs de l'opération *Chariot*, l'attaque navale britannique sur les infrastructures du port de Saint-Nazaire en mars 1942³¹.

Entre août et octobre 1941, Pierre Huet entre ainsi pleinement dans la guerre secrète et le tait à son épouse. Mais, pour lui, comme pour les autres membres du réseau, ce combat de l'ombre est bientôt écourté par un évènement fatal.

À peine plus d'un an après avoir quitté l'uniforme, moins de six mois après être entré dans la Résistance, le mercredi 29 octobre 1941, Pierre Huet est arrêté à Saumur.

La décapitation du réseau Georges-France.

L'historien Guillaume Pollack reconstitue dans son *Histoire des réseaux de résistance en France*³², le contexte qui conduit à son arrestation. Deux membres surveillés par les Allemands - les têtes du réseau³³ -, sont interpellés peu de temps avant Pierre Huet : « [...] parmi les papiers dont ils sont porteurs, un carnet d'adresses désigne nommément 34 agents du réseau ainsi que les programmes des prochains rendez-vous ».

L'imprudence est fatale mais elle n'est pas une exception. Les réseaux n'ont pas encore la maturité, les compétences et les procédures de sécurité qu'ils acquièrent au cours des années

³¹Trois de ces résistants de *George-France* seront jugés en même temps de Pierre Huet (Albert Vinçon, René Ross et Jean Le Netter dénommé Netter par l'accusation allemande). Sources : sites documentaires [en ligne] *Le Maitron* et *Résistance-44*, site du Comité départemental du Souvenir des fusillés de Châteaubriant de Nantes et de la Résistance en Loire-Inférieure (<https://fusilles-40-44.maitron.fr/hugon-auguste-casimir-andre/> ; <https://resistance-44.fr/st-nazaire-terre-de-resistance/>)

³² Guillaume Pollack. *L'Armée du silence, Histoire des réseaux de Résistance en France 1940-1945*. Paris : Ed. Taillandier-Ministère des Armées, 2022. 537 p.

³³ Alice Gorge et Pierre Gonthier.

suivantes. Ils sont aussi victimes de trahisons telles que celle qui provoque, neuf mois plus tôt, à Nantes, l'arrestation d'Honoré d'Estienne d'Orves et le démantèlement de son réseau *Nemrod*³⁴. Les premiers à s'engager dans la Résistance sont aussi ceux dont l'espérance de vie est la plus courte. Quoi qu'il en soit, les conséquences sont terribles : entre octobre 1941 et septembre 1942, tous les membres désignés sur le carnet sont arrêtés.

Pierre Huet est l'un des premiers à être victime de la répression. Le mercredi 29 octobre 1941, les autorités allemandes le capturent à Saumur.

Selon la mémoire de cette journée transmise par sa veuve³⁵, Pierre Huet est arrêté à leur domicile, sans qu'elle-même ait pu l'avertir de la présence des Allemands. Yvonne est rentrée à leur domicile pour le déjeuner qu'elle doit partager avec son mari. Les Allemands font irruption, fouillent l'appartement et saisissent des documents utilisés ensuite au cours de l'enquête. Pierre Huet entre à son tour et est fait prisonnier.

À Saumur, l'évènement passe inaperçu au-delà du cercle des proches, des collègues et des camarades. En 1947, le journaliste René Marmot, dans son mémoire des années d'occupation à Saumur (*Ma ville sous la botte*) ne l'évoque pas dans sa chronique de l'année 1941. Dans celle de l'année 1942, il note très sommairement son exécution qu'il semble n'avoir appris qu'après la guerre³⁶.

³⁴ Entre janvier et août 1941, son parcours, est le même que celui de Pierre quelques mois plus tard : prison à Fresnes, tribunal militaire du Grand Paris puis peloton d'exécution au Mont-Valérien.

³⁵ Joséphine Roucher-Natier, petite-fille d'Yvonne Dufour, veuve de Pierre Huet. Enseignante en histoire, elle est membre du Souvenir Français, dans le Calvados. Correspondance avec l'auteur.

³⁶ A l'année 1942, il note seulement : « *Le 27 novembre un jeune Saumurois, Pierre Huet, arrêté comme militant communiste, est fusillé au Mont Valérien. De*

Yvonne n'est pas inquiétée. Pierre, lui, est conduit à Angers dans la sinistre prison du Pré-Pigeon où sont internés - et parfois exécutés - des centaines de victimes de la répression nazie. Comme tant d'autres, il y subit ses premiers interrogatoires interminables, assis sur un tabouret face à deux projecteurs.

La prison d'Angers, n'est qu'une étape et deux semaines plus tard, le 11 novembre 1941, Pierre Huet est transféré à Fresnes. Le choix de la date anniversaire de la défaite allemande de la Grande guerre n'est sans doute qu'un hasard. Comme c'est le cas pour d'autres réseaux, les suspects d'appartenir à *Georges-France* sont regroupés dans cette prison aux portes de Paris où ils sont désormais à la libre portée des magistrats instructeurs du Tribunal militaire allemand qui siège dans une des rues les plus cotées de Paris, au 11 rue Boissy-d'Anglas, près de la place de la Concorde³⁷.

Durant près d'une année, d'autres résistants le rejoignent au fur et à mesure des arrestations. Les enquêteurs interrogent, confrontent, tentent de déterminer et hiérarchiser les responsabilités.

Certainement séparés les uns des autres, les membres de *Georges-France*, trouvent le réconfort dans les liens qu'ils créent avec d'autres codétenus. C'est le cas de Pierre Huet et d'Auguste Dramard³⁸ procureur de la République à Morlaix avant son

la prison de Fresnes où il est interné, il envoie à sa femme une suprême lettre d'adieu qui est émouvante d'esprit de sacrifice. Il lui dit [texte de la lettre cf. infra].

³⁷ Les magistrats siègent dans ce tribunal, au 11 rue de la rue Boissy-d'Anglas et ont leurs bureaux et leurs logements dans les palaces voisins, notamment le Crillon, où le président du tribunal, Roskoten, sera arrêté lors de la Libération.

³⁸ Substitut du procureur en 1931 à Quimper, il rejoint ensuite Morlaix comme procureur de la République. Vétéran de la Première Guerre mondiale, il était originaire de la Nièvre où il était né à Nevers le 27 juin 1888 (fiche matricule 1074, registre 3 de la classe 1908. Archives départementales de la Nièvre [en ligne]). Il a été reconnu comme membre des Forces françaises combattantes (FFC) et des Déportés et internés de la Résistance (DIR).

arrestation. Il appartient au réseau breton *Overcloud* qui tombe au cours de la même période que celui de Pierre. Il a l'âge d'être son père. En 1943, libéré et rentré à Morlaix, dans une lettre à Yvonne Huet, il confie son émotion à la réception d'un cadeau préparé à son attention par Pierre avant son exécution : un briquet dans lequel était enfermé un message d'amitié. Un témoignage de solidarité qu'Yvonne lui adresse après l'avoir découvert dans les effets de son mari restitués après sa mort.

À Saumur, dans un premier temps, Yvonne se réfugie chez ses parents, rue Fardeau. Son père, Michel Roucher multiplie les démarches en vue de connaître le lieu et les motivations de la détention de son gendre. Elles sont vaines. Yvonne cependant, finit par recevoir, le 1^{er} juillet 1942, une convocation d'un service allemand³⁹ situé, rue de Bordeaux, à Saumur, afin d'y recevoir des informations sur la détention de Pierre⁴⁰.

Débute alors les longs mois d'attente au cours desquels, les deux époux peuvent s'échanger des courriers. Cette correspondance intime a été transmise par Yvonne à ses descendants. Ce sont des lettres d'amour. Pierre ne parle guère de lui, et donne encore moins des explications sur son engagement. Quand il n'évoque pas le sort de sa femme, c'est pour s'inquiéter pour son entourage, de la sûreté de leur logement, de l'absence de nouvelles fouilles. Les conséquences pour ses proches semblent être la seule préoccupation qu'il ose confier, il « *aurait dû prévoir* » se reproche-t-il.

Quant aux souffrances et persécutions infligées au cours de ces longs mois, nous ne savons presque rien. Les écrits de Pierre ne révèlent rien des conditions de sa détention si ce n'est les besoins

³⁹ *Dienstselle Saumur.*

⁴⁰ Joséphine Roucher-Natier, petite-fille d'Yvonne Roucher veuve Huet. Correspondance avec l'auteur.

matériels d'un prisonnier que sa famille essaie de satisfaire par l'envoi de colis. Son épouse obtient de le voir au moins deux fois. Peut-être cela est-il aussi le cas de son père établi à Paris, comme jardinier, depuis quelques années ? Tout juste peut-on imaginer que si le visage et le corps de Pierre avait été maltraités, la mémoire de ses souffrances se serait transmise dans la famille.

Une justice nazie impitoyable.

Durant ce temps, au tribunal, le volet judiciaire aboutit à son terme. 34 membres du réseau, « *des petits espions* » - comme les qualifie le président du tribunal - sont inculpés et présentés devant le tribunal.

Du dimanche 8 au jeudi 12 novembre 1942, les magistrats nazis, consacrent 12 audiences à l'examen des charges. Sans doute, les 34 membres du réseau se découvrent-ils tous pour la première fois à cette occasion. Le nombre d'audiences consacrées par les magistrats donne l'apparence d'un procès contemporain offrant le temps d'un débat contradictoire et celui du recul nécessaire à une appréciation juste des faits et de leurs auteurs. En réalité, s'agit bien d'une justice d'exception, expéditive, extrêmement sévère et impitoyable.

Mais pour les juges, les petits ruisseaux font les grands fleuves. Roskothen⁴¹, le président de cette cour martiale n'en n'est pas à

⁴¹ Ernst August Wilhem Roskothen, véritable incarnation de la « banalité du mal » (Hannah Arendt). Poète, pianiste, maîtrisant le Français. Nommé juge au Tribunal militaire allemand du Grand Paris (Gross Paris), il choisit volontairement la section du tribunal en charge de la répression de la Résistance, de 1941 à 1944. Durant son mandat, il prononce l'exécution d'au moins 211 résistants et la déportation de plus de 1 000 autres. Il est notamment celui qui a condamné Honoré Estienne d'Orves et le réseau *Nemrod*, ceux du *Groupe Musée de l'Homme*, les compagnons de Jean Moulin, le premier chef de l'Armée secrète, Delestraint, etc. Après la guerre, jamais véritablement inquiété, il poursuit sa carrière de magistrat après la guerre et meurt à l'âge de 90 ans en 1997 (Ej Sizun, Notice biographique. Pôle Jean Moulin [en ligne], El-Sizun-ROSKOTEN-juge-

son premier procès de résistants. Il distingue les principaux agents, tels qu'Auguste Hugon, l'interlocuteur de Pierre Huet - que le langage actuel du renseignement dénommerait officier traitant - et leurs « sous-agents ». Pour autant, il traite les sous-agents avec la même sévérité, car, argumente-t-il, « *Même si les informations des sous-agents, prises individuellement peuvent paraître insignifiantes, au point de vue de leur volume et de leur nature, le groupement de tous les rapports offre au service de renseignement une image précieuse de la situation [...] de l'adversaire* » et ajoute-t-il « *un homme adulte qui se laisse enrôler dans un service de renseignement sait [...] ce qu'il risque : la peine de mort*⁴² ».

Les condamnations prononcées sont implacables et disproportionnées. Pierre Huet est condamné pour des faits somme toute mineurs.

La cause est entendue pour 21 accusés⁴³. Ils sont condamnés à la peine capitale pour espionnage ou complicité d'espionnage⁴⁴. Trois écopent de peines plus légères, certaines déjà purgées par la

allemand-criminel--.pdf). Dans un article publié en Allemagne à l'occasion de son 75^e anniversaire, il est décrit comme un « [...] esprit universel et actif, [qui] ne garde pas pour lui ses passions littéraires et musicales ni ses connaissances variées, mais se consacre généreusement au public comme conteur, poète et compositeur » ([en ligne] : https://www.almanach-sbk.de/epapers/epaper-Almanach_1983-RGB/#244)

⁴² Conseiller militaire Roskothén Consultation juridiquement motivée du jugement rendu le 12 novembre 1942 par le Tribunal militaire du commandant du Grand Paris. 25 novembre 1942. 18 p. Archives nationales [communication de Guillaume Pollack].

⁴³ Tribunal du Commandant militaire du Grand Paris Jugement du Conseil de guerre, au nom du peuple allemand.. 12 novembre 1942. 6 p. Source citée.

⁴⁴ Marguerite Louis dite Alice George, Maurice Gonthier, René Camus, Alexandre Darritchon, Gaston Beugnet, Albert Vinçon, Renée Rosse, Jean Netter, Henri Lodé, Maurice Daniel, Jean Chevaux, Henriette Lardon née Percheron, Auguste Hugon, Charles Leblond, Pierre Huet, Léa Douheret née Menager, Maxime Fournat, Maxime Renard, Madeleine George, Ernest Roussel, Maurice Noël.

préventive : six mois à huit ans de prison. Enfin, neuf sont acquittés, sans que les magistrats ne précisent les motivations de leur mansuétude.

Ceux qui sont promis à la peine capitale forment un témoignage touchant de la diversité de ces citoyens engagés jusqu'au sacrifice. On associe souvent les résistants à la jeunesse. Leur moyenne d'âge est plus élevée, 41 ans, et deux seulement, dont Pierre Huet, ont moins de 30 ans. Elles sont quatre femmes. Deux travaillent, l'une comme secrétaire à Paris, l'autre comme coiffeuse à Nancy. Les 17 hommes se répartissent entre une moitié d'ouvriers ou employés et une autre de professions intellectuelles et supérieures, dont deux enseignants. Le seul à être sans emploi, est qualifié par ses juges de « *juif cent pour cent* ».

Vers le poteau d'exécution.

Deux semaines s'écoulent alors. Pierre Huet a déposé un recours en grâce⁴⁵. Mais au cours des nuits et des jours qui suivent, chaque pas de gardiens qui résonne, chaque ouverture de porte de la cellule peuvent être ceux de l'escorte et de l'extraction vers son lieu d'exécution. L'attente est la nouvelle torture du Saumurois.

Elle prend fin le vendredi 27 novembre. Le midi, on lui annonce son transfert vers sa destination ultime. Préliminaire funeste, il reçoit une feuille et un crayon afin de rédiger une dernière lettre.

⁴⁵La section juridique du Grand quartier général de l'Armée -GQG) n'adresse au Quartier général du Führer que 6 recours en grâce. Ceux des quatre femmes condamnées, et d'Henri Lodé et Gaston Beugnet. Adolphe Hitler signe comue les condamnations à mort de trois des femmes (Lardon, Douheret, et George) en réclusion, sans mention de durée. Les deux hommes bénéficient de la même décision assortie d'une durée de 10 ans. Alice Gorge dont la section juridique avait déconseillé la grâce, voit sa peine commuée par une décision personnelle d'Hitler, est déportée. Elle rentrera en 1945.

Pierre Huet a choisi de s'adresser une dernière fois à sa femme. « *Une chère écriture est un portrait vivant* », écrivait Marceline Desbordes-Valmore⁴⁶. En l'absence de photographie de Pierre Huet en 1942, ce sont effectivement ces lignes manuscrites qui nous offrent les seuls traits intimes de Pierre Huet. Comme Guy Môquet qui destine, un an plus tôt⁴⁷, la lettre à ses parents et son frère, Pierre Huet n'a qu'une seule préoccupation, non pas lui-même, mais l'autre, Yvonne, l'être aimé. Lui écrire des mots qui pourraient apaiser son chagrin et libérer son avenir.

« Ma chérie, par cet après-midi du 27 novembre, j'apprends que mon recours en grâce est rejeté. Ne pleure pas Yvonne. Dans quelques heures, je ne serai plus. Pourtant, ma chérie, je voulais ton bonheur. Malheureusement, la fatalité veut qu'il en soit autrement.

Je t'aimais. Et je ne veux pas que ma mort t'empêche d'être heureuse. Tu es jeune. L'avenir te réserve encore de beaux jours. Aujourd'hui, 27 novembre 1942, jour terrible, non pour moi mais pour toi, mon amour.

Sois heureuse. Je le veux, mon cher amour. Ma dernière pensée sera pour toi.

Ton Pierre. »

P.S. – Pardon, Yvonne, de toute la peine que je te cause. Mon exécution aura lieu à 4 heures. Il est 2 heures. Ma main ne tremble point. Pardon à tous. Adieu !⁴⁸ »

⁴⁶ Marceline Desbordes-Valmore. Les séparés. In Georges Pompidou. *Anthologie de la poésie française*. Editions du Livre de poche. 1974.

⁴⁷ Guy Môquet, militant communiste, plus jeune des 48 otage fusillés à Chateaubriant le 22 octobre 1941.

⁴⁸ René G. Marmot (opus cité).

Dès lors, tout va très vite. Pierre Huet et les autres condamnés du réseau sont conduits de Fresnes à Suresnes. Une trentaine de minutes de route. Débarqué dans l'enceinte du fort du Mont-Valérien, il subit alors le protocole implacable qui emportera plus d'un millier d'otages et résistants au cours de la guerre.

Entre 16 h 07 et 17 h 03, trois par trois, lui et 14 autres condamnés sont exécutés dans une clairière. Il est conduit au peloton avec à ses côtés deux condamnés du réseau *Georges-France*, son officier traitant, Auguste Hugon⁴⁹, et Charles Leblond, un employé de 32 ans.

Pierre Huet est foudroyé par les balles, à 16 h 45⁵⁰. Selon le protocole établi, un officier, d'un tir de pistolet, lui donne le coup de grâce, puis un médecin militaire confirme le décès⁵¹.

Une demi-heure après la dernière exécution, le convoi mortuaire est déjà en marche. Il se dirige vers le cimetière d'Ivry. « *Arrivâmes au cimetière, tout était fermé*⁵² », consigne dans son journal le réputé aumônier allemand Stock qui confessait les condamnés qui le souhaitaient. « *Nous finîmes par y entrer, avec des lanternes. Il faisait déjà nuit noire. Les 16 furent enterrés vers 7 heures environ. 47ème div. 2ème ligne.* ». Aucun nom n'est inscrit sur leurs sépultures.

⁴⁹ Il fut impliqué notamment dans la préparation de l'opération *Chariot*, l'attaque navale qui, à Saint-Nazaire, en mars 1942, visait les infrastructures portuaires (<https://fusilles-40-44.maitron.fr/hugon-auguste-casimir-andre/>)

⁵⁰ Attestation de décès du 27 novembre 1942. Tribunal de Guerre. Commandant du Département de la Seine. Archives départementales de Maine-et-Loire.

⁵¹ Le Mont-Valérien, lieu d'histoire, lieu de mémoire. Ministère des Armées, Direction du patrimoine, de la mémoire et des archives. [en ligne] <https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/le-mont-valerien-lieu-dhistoire-lieu-de-memoire>.

⁵² In *Dictionnaire biographique Le Maitron* [en ligne] <https://fusilles-40-44.maitron.fr/leblond-charles-georges/>

Après la mort, le temps de la reconnaissance.

Quelques jours plus tard, Yvonne découvre une enveloppe déjà ouverte, posée sur le pas-de-porte de ses parents. Elle contient l'annonce de la mort de Pierre par les autorités allemandes et la dernière lettre qu'il lui a rédigée.

Il faut tenter de se replacer dans le contexte de l'époque pour mesurer toutes les conséquences de la mort d'un résistant, tel que Pierre Huet, au cours de la guerre : la souffrance indicible du deuil sans dépouille ni sépulture ; le silence des autorités ; les soupçons qui n'épargnent pas les familles des exécutés dont les motifs de la condamnation ne deviendront glorieux qu'après la Libération.

L'épreuve est terrible pour la jeune veuve endurant sans son époux les deux dernières années de guerre. Fort heureusement, libérée par les dernières recommandations de son mari, et sans enfant, Yvonne Dufour, se remarie après trois années de veuvage.

Elle a 25 ans et vit toujours dans l'appartement du 30 rue de Lorraine. Son nouvel époux est plus jeune qu'elle. Il n'a que 21 ans et est aide-comptable à Saumur, Michel Roucher⁵³. Les noces sont célébrées le 3 décembre 1945, à Saumur. Michel, engagé par la SNCF, le couple quitte Saumur et déménage à plusieurs reprises au gré de la carrière avant de l'achever en Normandie.

Il faudra cependant de nombreuses années avant que les conséquences de la mort de Pierre allègent Yvonne de son statut de veuve de résistant.

⁵³ Michel Raymond Henri Foucher vit alors dans une petite maison au 2 rue de Bury, tout près de la place de l'Arche dorée, sans doute avec sa mère, une veuve sans profession. Né le 21 mars 1934 à Scillé dans le Deux-Sèvres, il est le fils d'Édouard Paul Roucher et de Suzanne Marie Clémentine Abado (acte de mariage de Michel Foucher et Yvonne Dufour. Archives communales de Saumur).

Plusieurs jalons rythment le parcours de reconnaissance du sacrifice de son premier époux.

Déjà, deux semaines avant son remariage, elle reçoit, le 16 novembre 1945, le duplicata de l'attestation d'exécution de son mari.

Les marques de reconnaissance viennent ensuite. La première arrive en 1946, elle est celle du maréchal britannique Montgomery qui signe un *Certificat of service* exprimant sa « *gratitude à l'égard de Pierre Huet, qui a donné sa vie pour que l'Europe soit libre* [trad.] »⁵⁴.



En 1947, est notifiée à Yvonne Roucher l'homologation du grade de sous-lieutenant à titre posthume des Forces français combattantes de l'intérieur (FFCI)⁵⁵.

L'année suivante, le 19 janvier 1948, le statut honorifique de Mort pour la France est attribuée à Pierre pour être porté dans le registre d'état-civil de Saumur. Puis le 3 août 1954, celui d'interné résistant⁵⁶. C'est sans doute à la suite de cette décision ministérielle que le grade de sous-lieutenant des FFI lui est également attribué.

Le dernier hommage parvient à Yvonne après le 9 mars 1956. Une décennie s'est écoulée après la guerre. Le président de la République René Coty et le président du conseil des ministres

⁵⁴ *Certificate of service*, 6 mai 1946. Archives Jacques Roucher.

⁵⁵ Délégation générale FFCI. Notification du 25 février 1947 (publication au JO du 20/02/1947). Archives Jacques Roucher.

⁵⁶ Archives Jacques Roucher

signent l'attribution à Pierre Huet, de plusieurs récompenses. Il entre dans l'Ordre national de la Légion d'honneur avec le grade de chevalier, à titre posthume. Pierre Huet est distingué « *pour avoir « [...] donné de nombreux plans et a suivi les trafics des troupes allemandes. [et avoir] eu une grande activité [...] »*. Selon le même décret, lui sont également attribuées, la Croix de guerre avec palme et la Médaille de la Résistance)⁵⁷.

L'évènement le plus apaisant cependant, s'est déroulé quelques années plus tôt. Le 11 octobre 1950, le corps est remis à sa veuve, ses funérailles sont célébrées puis Pierre Huet rejoint le cimetière de Saumur à l'emplacement qu'il occupe désormais⁵⁸.

L'édition du 12 octobre de *La Nouvelle République* accorde une bonne place à l'évènement. Le journal titre « *Le Sous-Lieutenant Pierre Huet des forces françaises combattantes fusillé en 1942 par les Allemands repose à Saumur* ».

Ses employeurs et collègues de travail sont là pour lui témoigner ce qui était vraisemblablement de l'admiration. Ils ont apporté avec eux la plaque d'hommage à leur « *employé et camarade* » qui est encore aujourd'hui posée sur sa tombe⁵⁹.

Le président de l'Union nationale des combattants, le colonel Marioge est bien présent de même que les représentants des amicales et autres associations de résistants. Mais le maire de la ville, a dépêché deux de ses adjoints et le général commandant l'École de cavalerie est représenté par un capitaine. Deux indices

⁵⁷ Extrait du JO du 13 mars 1956. Archives Jacques Roucher.

⁵⁸ Cimetière principal de Saumur, emplacement AA5-130.

⁵⁹ Plaque en ardoise avec texte gravé et rehaussé initialement en or, avec la mention : « *La direction et le personnel des E^{ts} Sainte Marie Dupré à leur employé et camarade, Pierre Huet, fusillé au Mont Valérien, le 7 novembre 1942, à l'âge de 35 ans* ».

de la modestie de l'hommage rendu à un homme de l'ombre et méconnu.

Épilogue.

Le temps passant, la mémoire de Pierre Huet s'est effacée. Sa tombe elle-même est tombée en ruine avant d'être rénovée en 2025 par Le Souvenir Français.

Quels ont pu être les raisons de cet effacement et de cette ruine ?

S'agissant de l'absence de Pierre Huet dans la mémoire collective saumuroise, les raisons sont très incertaines. Pierre Huet, n'est certainement pas non plus un cas unique.

Le réseau *Georges-France* en grande partie décapité, les survivants étaient trop peu nombreux sans doute pour livrer un témoignage et perpétuer la mémoire de leurs sacrifices. Dès la fin 1945, une *Amicale du Réseau-31* existe pourtant. Yvonne en détient une carte de membre nom de son mari qu'elle représente. Mais son activité ne résiste sans doute pas au vieillissement et à la disparition de ses adhérents⁶⁰.

L'identité communiste de Pierre Huet a pu l'écarter des commémorations dans une ville présidée, jusqu'en 1953, par les démocrates-chrétiens du Mouvement républicain populaire (MRP).

C'est une hypothèse, mais elle manque d'argument. Pierre Huet s'engage dans la Résistance au moment même où le pacte germano-soviétique est rompu. Le 22 juin 1941 avec le déclenchement de son opération d'invasion de l'URSS, Hitler

⁶⁰ L'amicale Réseau-31 appartenait à la Fédération des amicales de réseaux renseignements et évasion de la France combattante (FARREFC) dont les archives sont consultables aux Archives nationales (cf. notice d'inventaire : <https://francearchives.gouv.fr/findingaid/4f3ab863ed3a1f28e12d8b4072d35b662d14f700/>)

rompt avec Staline. Même si l'engagement des communistes angevins est majeur par la suite⁶¹, dans le pays, les communistes sont encore faiblement engagés dans la résistance intérieure et les Francs-tireurs et partisans (FTP), ne seront fondés qu'à la fin 1941. À cette date, Pierre Huet est déjà mort. Son engagement apparaît davantage comme un engagement spontané, citoyen, patriote et ne répondant à aucun mot d'ordre⁶². C'est au titre des Forces françaises de l'intérieur, et non pas des FTP, qu'il est homologué.

Les communistes ne contribuent pas non plus immédiatement à la préservation de sa mémoire. Le 1^{er} décembre 1945, l'organe angevin du Parti communiste, *Le Ralliement* consacre sa une à la « *Gloire immortelle à ceux qui sont tombés pour que la France vive*⁶³ ». Les photos de neuf héros du département sont publiées, ainsi qu'une liste de 24 noms « *malheureusement incomplète* » regrette le périodique. La parution suivante augmente le bilan avec des photos et noms parvenus entre temps à la rédaction. Mais Pierre Huet n'y figure toujours pas. La première mention de la cellule Pierre Huet, dans la rubrique Saumur du *Ralliement* n'apparaît que dans le n°80 du 1^{er} mars 1947. Loin de constituer une négligence, elle est sans doute le reflet d'une période où la reconstitution de l'histoire de la guerre et de ses drames n'est que balbutiante.

Reste la famille. Yvonne et Pierre n'avait pas eu d'enfants qui auraient pu entretenir la mémoire et la sépulture de leurs pères.

⁶¹ L'historien Marc Bergère, leur mobilisation de massive pour un nombre de militants cependant réduit : 200 membres du Parti communiste dont la moitié résident dans le secteur d'Angers-Trélazé, qui deviendront 3 400 en 1946 (ss la dir. de Marc Bergère, Pascal Tellier, Serge Guillet. *Des Angevins en Résistance*. Ed : Archives départementales de Maine-et-Loire, 2016. 221 p.

⁶² Les autorités allemandes, lors de son procès, ne le qualifieront pas non plus de communiste, à la différence d'un de ses coaccusés.

⁶³ Archives départementales de Maine-et-Loire.

Bien qu'elle soit enterrée, depuis 2020, dans le cimetière de Saumur, Yvonne n'a plus vécu à Saumur et a fini sa vie en Normandie où elle s'est éteinte à l'âge de 101 ans, à Louviers. Toute sa vie très attachée au souvenir de son premier mari, elle n'en est pas moins demeurée discrète sur ces années tout à la fois de bonheur et de souffrance. Pierre Huet relevait de son intimité, comme beaucoup d'autres veuves, elle ne l'a que peu partagée. Les frères et la sœur de Pierre auraient pu eux aussi, entretenir sa mémoire. Peut-être l'ont-ils fait ? Mais Pierre étant le plus jeune d'entre eux, eux-mêmes ont disparu il y a déjà de nombreuses années sans transmettre semble-t-il, cet héritage. Les seuls qui auraient pu entretenir la tombe de Pierre Huet étaient ses beaux-parents dont il était proche : Georges et Émilienne Dufour. Mais l'un et l'autre sont décédés précocement, le père d'Yvonne dès 1949 et sa mère en 1965⁶⁴.

Quoi qu'il en soit et depuis la loi du 31 juillet 1920 accordant le droit de restitution des corps des Morts pour la France à leur famille, c'est le rôle des Saumurois et la vocation du Souvenir Français de veiller à la préservation de cette sépulture. Elle ne disparaîtra pas.

⁶⁴ Ils sont enterrés à Saumur dans le caveau où les a rejoints Yvonne et leur fils Paul (1920-2006), mort en Californie où il avait émigré et fondé une famille dont les descendants ignorent sans doute le destin de Résistant de Pierre Huet, leur oncle par alliance.



2^{ème} édition du 31 octobre 2025

Diffusion de l'exemplaire numérique sur simple demande.

Benoît Roux, Délégué général du Souvenir Français.

49@dgsf.fr – 8, rue Dupetit-Thouars, F 49000 Angers